

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(85)1601

Vol. 1985/9008

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMITE MONETAIRE
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Luxembourg, le 28 octobre 1985

Exemplaire N°

COMITE MONETAIRE
CONFIDENTIEL

RAPPORT ORAL

Remis à M.

DU PRESIDENT DU COMITE MONETAIRE
SUR LA DEVALUATION DE LA DRACHME GRECQUE
ET LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

1) Le Comité monétaire a eu, le 25 octobre 1985, un débat approfondi sur la dévaluation de la drachme grecque et les mesures qui l'accompagnent. Le Comité monétaire appuie pleinement l'objectif du gouvernement grec visant à corriger les déséquilibres internes et externes de l'économie. Il y a un an et demi déjà, le Comité avait, lors d'un examen de l'économie grecque, souligné le danger d'une dégradation progressive de la situation économique de ce pays.

2) Lors de ce débat, le Comité a noté

- que la Commission envisage de recommander au gouvernement grec l'adoption de mesures nécessaires à l'assainissement de l'économie, selon la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 1 ;
- que les représentants grecs au Comité monétaire, interrogés par celui-ci, ont déclaré que leur gouvernement n'envisage pas de faire appel au Fonds monétaire international, étant donné qu'il n'y a pas lieu de recourir à ces ressources pour faire face aux difficultés de balance des paiements ;
- que, au-delà des mesures qui ressortissent directement de la compétence du Comité monétaire, les autorités grecques ont demandé à bénéficier d'importantes dérogations aux obligations communautaires, par exemple le report de l'application du système de taxe sur la valeur ajoutée, le maintien de subventions à l'exportation ainsi que l'octroi d'un délai pour la libéralisation du marché pétrolier et du marché des capitaux.

3) Lors de ce premier débat, le Comité monétaire s'est essentiellement fondé sur les orientations suivantes :

- a) le programme doit être approprié dans son ampleur et son contenu et les mesures doivent être équilibrées quant aux effets recherchés ;
- b) les différentes mesures doivent être échelonnées de manière à agir durablement sans provoquer de graves problèmes durant la période de transition ;
- c) le programme doit se refléter pleinement dans une amélioration indispensable de la compétitivité de l'économie grecque.

A la lumière de ces orientations, les jugements préliminaires suivants ont été portés sur les différentes mesures en cause :

4) La dévaluation de la drachme, en tant que telle, n'a pas soulevé de critiques de la part du Comité. Celui-ci a toutefois regretté que les obligations de consultation qui découlent de l'article 7 de la décision du 18 février 1974 sur la convergence ainsi que de la décision du Conseil du 21 avril 1980 n'aient pas été respectées.

5) Pour ce qui est des différentes mesures d'accompagnement, l'introduction, à titre temporaire, d'un dépôt à l'importation a été fortement critiquée. En effet, une telle mesure entrave les échanges commerciaux au sein de la Communauté et risque en outre de devenir rapidement contre-productive. Les représentants grecs n'ont pas été en mesure d'indiquer des délais d'abrogation de cette mesure. Le Comité a souligné la nécessité d'éliminer dès que possible le dépôt à l'importation et en tout état de cause, de le limiter strictement dans son ampleur ainsi que dans sa durée d'application. Par ailleurs, il a rappelé que dans un cas précédent et similaire (Italie), il avait été convenu d'un calendrier de démantèlement progressif dans le cadre d'une procédure communautaire.

Des réserves ont été également émises quant à la réduction sélective des importations du secteur public.

6) L'aménagement du mécanisme d'indexation des salaires qui, de l'avis des autorités grecques, constitue l'élément essentiel du programme, est en général jugé de manière très positive. Une certaine perplexité s'est toutefois manifestée quant à la persistance de son efficacité dans le moyen terme.

7) L'objectif consistant à réduire en 1986 le déficit du secteur public de quatre points de pourcentage du P.I.B. a été bien accueilli par le Comité en tant que point d'appui supplémentaire et indispensable pour l'amélioration des conditions de convergence de l'économie grecque.

Le Comité n'a toutefois pas encore été en mesure d'apprécier si le dispositif introduit était suffisant pour atteindre ce but et si sa structure était appropriée. Il semble qu'un rôle trop important ait été dévolu à l'augmentation des ressources fiscales. L'efficacité de la politique budgétaire serait accrue par un freinage de la progression des dépenses. De plus, une telle voie permettrait de réduire les effets défavorables sur l'investissement privé et que font craindre les nouvelles mesures.

8) Le Comité estime que la politique monétaire obérée notamment par le financement monétaire du déficit public et dont l'orientation a été jugée comme étant trop accommodante jusqu'à présent doit être rendue plus active et jouer un rôle central dans le dosage de la politique économique. En outre, elle doit contribuer à l'amélioration nécessaire de l'allocation des ressources financières, ce qui impose notamment que soit déserrée la structure des taux d'intérêt.

9) Dans l'ensemble, le Comité monétaire apprécie à leur juste valeur les efforts menés par les autorités grecques. En revanche, certaines inquiétudes ont été exprimées quant au nombre important de dérogations à des règles communautaires demandées par les autorités grecques, ainsi qu'en raison du choix et du dosage de plusieurs mesures. Ces préoccupations concernent en particulier la possibilité de corriger durablement les déséquilibres, tâche qui exige une action directe sur leurs causes.

10) Le Comité se réserve de formuler un nouvel avis à la lumière des délibérations du Conseil et en fonction des circonstances.

COMITE MONETAIRE
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Luxemburg, den 28. Oktober 1985

Exemplaire N°

MÜNDLICHER BERICHT Remis à M.
DES PRÄSIDENTEN DES WÄHRUNGSAUSSCHUSSES
ZUR ABWERTUNG DER GRIECHISCHEN DRACHME
UND DER BEGLEITMASSNAHMEN

1. Der Währungsausschuß hat am 25. Oktober 1985 die Abwertung der griechischen Drachme und die Begleitmaßnahmen eingehend geprüft. Die Bemühungen der griechischen Regierung zur Verbesserung des inneren und äußeren Gleichgewichtes der Wirtschaft werden in ihrer Intention voll unterstützt. Bereits vor anderthalb Jahren war im Rahmen eines Länderexamens vom Ausschuß auf die Gefahren einer allmählichen Verschlechterung der Wirtschaftsentwicklung in Griechenland hingewiesen worden.
2. Der Ausschuß hat bei seiner Prüfung zur Kenntnis genommen:
 - daß die Kommission beabsichtigt, der griechischen Regierung die für die Sanierung der Wirtschaft erforderlichen Maßnahmen nach dem Verfahren von Artikel 108, Absatz 1 zu empfehlen;
 - daß die griechischen Vertreter im Währungsausschuß auf Anfrage erklärt haben, daß ihre Regierung nicht beabsichtige, auf den Internationalen Währungsfonds zurückzugreifen, da diese Mittel zur Behebung von Schwierigkeiten in der Zahlungsbilanz nicht erforderlich seien;
 - daß über die den direkten Zuständigkeitsbereich des Währungsausschusses betreffenden Maßnahmen hinaus von griechischer Seite noch wichtige Ausnahmeregelungen von bestehenden Gemeinschaftsverpflichtungen beantragt worden sind, z.B. den Aufschub bei der Einführung und Anwendung des Mehrwertsteuersystems, die Fortführung von Exportsubventionen und ein Aufschub in der Liberalisierung des Erdölmarktes sowie des Kapitalmarktes.

3. In seiner ersten Beratung hat sich der Währungsausschuß vor allem von folgenden Orientierungen leiten lassen:
- a) Dimension und Bündelung der Maßnahmen müssen zweckgerecht und im Hinblick auf ihre angestrebte Wirkung ausgewogen sein;
 - b) Die einzelnen Schritte müssen zeitlich so gestaffelt sein, daß sie dauerhafte Wirkung haben und keine schwerwiegenden Übergangsprobleme aufwerfen;
 - c) Die Maßnahmen müssen eine Durchschlagswirkung auf die notwendige Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit der griechischen Wirtschaft haben.

Im Lichte dieser Orientierungen wurden die einzelnen Maßnahmen wie folgt vorläufig bewertet:

4. Die Abwertung der griechischen Drachme als solche wurde im Ausschuß ohne Kritik aufgenommen. Allerdings wurde bedauert, daß die nach Artikel 7 der Konvergenzentscheidung und die nach der Entscheidung des Rates vom 21. April 1980 bestehenden Konsultationsverpflichtungen nicht respektiert wurden.
5. Was die Begleitmaßnahmen im einzelnen betrifft, so wurde die Einführung eines temporären Importdepots sehr kritisch beurteilt. Es ist eine Maßnahme, die den Handel innerhalb der Gemeinschaft behindert und die überdies bald kontraproduktiv zu wirken droht. Die griechischen Vertreter waren nicht in der Lage, Angaben über Termine ihres Abbaus zu machen. Der Ausschuß wies auf die Notwendigkeit hin, das Importdepot möglichst rasch abzubauen. Auf alle Fälle muß es in Ausmaß und Zeit strikt begrenzt werden. Im übrigen erinnert er daran, daß in einem ähnlichen früheren Fall (Italien) in einem Gemeinschaftsverfahren auch die Termine für eine progressive Abschaffung vereinbart wurden.

Die vorgesehene gezielte Reduzierung der Importe des öffentlichen Sektors stieß ebenfalls auf Bedenken.

6. Die Abschwächung des Systems der Lohnindexierung, die nach Auffassung der griechischen Behörden Kernstück des Paketes ist, fand im Ausschuß allgemein ein positives Echo. Allerdings wurden einige Zweifel über ihre nachhaltige Wirksamkeit geäußert.
7. Das Ziel, das Defizit des öffentlichen Sektors 1986 um 4 Prozentpunkte des BIP zu verringern, wurde vom Ausschuß begrüßt. Er sieht hier in der Tat einen weiteren notwendigen Ansatzpunkt für die Verbesserung der Konvergenzgrundlagen.

Es war dem Ausschuß bisher aber noch nicht möglich abzuschätzen, ob die eingeleiteten Schritte ausreichend sind, um dieses Ziel zu erreichen und ob sie angemessen strukturiert sind. Vorerst scheint ein zu großes Gewicht auf die Erhöhung der Steuereinnahmen gelegt zu werden. Kürzungen beim Ausgabenzuwachs würden der Budgetpolitik eine größere Durchschlagskraft verleihen. Außerdem könnte dadurch den zu befürchtenden nachteiligen Effekten auf die Dynamik der privaten Investitionen entgegengewirkt werden.

8. Der Ausschuß ist der Auffassung, daß die monetäre Politik stärker aktiviert werden soll und daß ihr ebenfalls eine zentrale Rolle im "policy mix" zukommen muß. Ihre bisherige Orientierung wurde als zu akkomodierend betrachtet; sie ist durch die monetäre Finanzierung des öffentlichen Defizits besonders belastet. Darüberhinaus muß die monetäre Politik zur notwendigen Verbesserung der Allokation der finanziellen Ressourcen beitragen, was insbesondere eine Entzerrung der gesamten Zinsstruktur erfordert.
9. Insgesamt erkennt der Währungsausschuß die Bemühungen der griechischen Regierung an. Besorgnisse wurden hingegen geäußert hinsichtlich der großen Zahl der von Griechenland beantragten Ausnahmen von Gemeinschaftsregeln sowie der Wahl und Dosierung mehrerer Maßnahmen. Das gilt insbesondere im Hinblick auf die mittelfristige und dauerhafte Korrektur der Ungleichgewichte, die eine direkte Bekämpfung ihrer Ursachen erfordert.
10. Der Ausschuß behält sich vor, im Lichte der Beratungen des Rates und der Entwicklung der Lage eine weitere Stellungnahme abzugeben.

COMITE MONETAIRE
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
COMITE MONETAIRE
CONFIDENTIEL

Luxembourg, 28 October 1985

Exemplaire N°

ORAL REPORT

Remis à

BY THE CHAIRMAN OF THE MONETARY COMMITTEE
CONCERNING THE DEVALUATION OF THE GREEK DRACHMA
AND THE ACCOMPANYING MEASURES

1. On 25 October 1985 the Monetary Committee examined in depth the devaluation of the Greek drachma and the accompanying measures. As to their intention, the efforts of the Greek government to improve internal and external balance in the economy were fully supported. In the framework of a country examination 18 months ago the Committee had already pointed to the dangers of a progressive deterioration of the economic situation in Greece.
2. The Committee took note in its examination :
 - of the Commission's intention to recommend the measures required for the restoration of the Greek economy according to the procedure of Article 108, paragraph 1;
 - that the Greek representatives in the Monetary Committee declared when asked that their government did not intend to make recourse to the International Monetary Fund, since these resources are not necessary to overcome the balance of payments difficulties;
 - that important derogations to existing Community obligations, going beyond the measures directly affecting the Monetary Committee's area of responsibility, have been applied for from the Greek side, for instance, the delay in the introduction of the value added tax system, the continuation of export subsidies and a delay in the liberalization of the crude oil market and of the capital market.

3. In these first deliberations, the Monetary Committee was guided above all by the following orientations:

- the extent and composition of the measures must be suitable and balanced with regard to their intended effect;
- the timing of the individual steps must be such that they have lasting effect and that they do not cause major transitional problems;
- the measures must have an impact on the necessary improvement of the competitiveness of the Greek economy.

In the light of these orientations the different measures were given the following preliminary assessments:

4. The devaluation of the Greek drachma as such was accepted without criticism in the Committee. It was nevertheless regretted that the consultation obligations deriving from Article 7 of the Council's Convergence Decision and from the Council Decision of 21 April 1980 were not respected.
5. As far as the individual accompanying measures are concerned, the introduction of a temporary import deposit was sharply criticized. It is a measure which hampers trade within the Community and moreover soon risks becoming counterproductive. The Greek representatives were not in a position to give information on dates for its dismantling. The Committee referred to the necessity to dismantle the import deposit as rapidly as possible. At all events, it must be restricted in size and time. In addition it recalled that before in a similar case (Italy), dates for a progressive removal were agreed within a Community procedure.

The intended reduction of imports by the public sector also gave rise to doubts.

6. The relaxation of the system of wage indexation, which in the opinion of the Greek authorities is the central part of the package, was in general regarded as positive by the Committee. However, certain doubts about its effectiveness over time were expressed.

7. The goal of reducing the public sector deficit by four percentage points of GDP in 1986 was welcomed by the Committee. In fact, it regards this as another necessary lever for the improvement of the conditions for convergence of the Greek economy.

It was not possible at this stage for the Committee to judge whether the steps being introduced are sufficient to achieve this objective or whether they are appropriately structured. It appears that too large a weight has been placed on the increase of tax receipts. Cuts in the growth of expenditure would give budgetary policy greater effectiveness. In addition, the negative effects that are to be feared on the dynamics of private investment could thereby be countered.

8. The Committee is of the opinion that monetary policy should be more actively used and that it also must be given a central role in the policy mix. The thrust of monetary policy until now was felt to have been too accommodating; it is especially burdened by the monetary financing of the public deficit. Moreover, monetary policy must contribute to the necessary improvement of the allocation of financial resources which requires in particular a deregulation of the whole interest rate structure.

9. All in all, the Monetary Committee appreciated the efforts of the Greek government. However, worries were expressed as to the large number of derogations from Community regulations applied for by Greece as well as to the choice and extent of several of the measures. Worries concerned in particular whether the medium term and lasting correction of the disequilibria will be achieved; this requires a direct attack on their basic causes.

10. In light of the Council's deliberations and of the development of the situation the Committee may feel it necessary to give a further opinion.